

Le Canada a des objectifs économiques qu'il mettra de l'avant au Sommet, notamment une accélération des réductions tarifaires du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce] dans la région, l'adoption de disciplines accrues en ce qui concerne l'application des lois relatives aux recours commerciaux, l'interdiction de toutes les subventions aux exportations agricoles et la suppression des obstacles aux flux d'investissement. Au delà de la poursuite de ces objectifs, il est cependant critique de se pencher sur les perspectives d'harmonisation des diverses ententes commerciales sous-régionales qui se sont multipliées dans l'hémisphère occidental. Chacune de nos suggestions repose sur la prémisse que la meilleure garantie du développement démocratique, du progrès dans le domaine du travail et de la protection environnementale dans l'hémisphère occidental tient fondamentalement à notre adhésion collective à une plus grande libéralisation du commerce et de l'investissement.

Le premier pas concret vers l'intégration de l'hémisphère commence avec le Chili. L'accession rapide de ce pays à l'ALENA représente plus que l'accès à un marché de forte croissance d'environ 14 millions de personnes — un marché dynamique qui attire déjà plus de 4 milliards de dollars en investissements canadiens. L'adhésion du Chili est importante parce qu'elle contribuera à assurer le dynamisme, la flexibilité et l'ouverture de l'architecture de l'ALENA. L'adhésion du Chili donne aussi au Canada un nouveau partenaire avec lequel s'attaquer aux problèmes commerciaux inévitablement difficiles qui nous attendent ainsi qu'un cadre de négociation plus équilibré dans lequel atteindre les objectifs recherchés. Enfin, l'accession du Chili est la clé qui permettra d'ouvrir l'ensemble des marchés naissants de l'Amérique du Sud. Une fois que le Chili fera partie de l'ALENA, il sera d'autant plus difficile pour cette région de se transformer en bloc exclusif et d'autant plus difficile pour l'ALENA de se fermer au monde extérieur.

D'ailleurs, l'ALENA — et je laisse de côté des questions prosaïques comme les acronymes — ne sera plus l'ALENA après l'accession du Chili. Il aura dépassé les frontières de l'Amérique du Nord et fait la preuve de sa capacité de croître et de prendre de l'expansion. Il aura fait un pas vers la création d'un marché ouvert qui compte plus de 800 millions de personnes et dont le PIB [produit intérieur brut] collectif totalise environ 9 billions de dollars.

Nous serons alors forcés de nous pencher — et très rapidement si nous voulons maintenir l'élan actuel — sur la façon dont nous concevons nos relations avec le reste du continent. Le Mercosur, le Groupe des trois, le Pacte andin, le CARICOM, le Marché commun de l'Amérique centrale et l'Association des États des Caraïbes, récemment créée, partagent tous les mêmes objectifs — une plus grande croissance et stabilité économiques, et la libéralisation